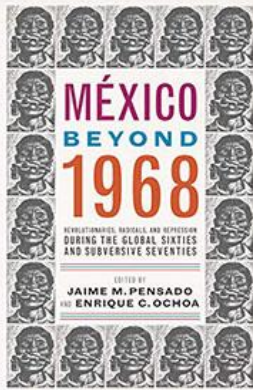


Jaime M. Pensado & Enrique C. Ochoa, *México Beyond 1968: Revolutionaries, Radicals and Repression During the Global Sixties and Subversive Seventies*, Tucson, The University of Arizona Press, 2018, 342 p.

Romain Robinet



Le livre dirigé par Jaime M. Pensado et Enrique C. Ochoa est intéressant à plus d'un titre. D'une part, parce qu'il est l'un des rares ouvrages pour le cas mexicain à faire écho à la terminologie française des « années 1968 », en regroupant toute une série d'études portant à la fois sur les années 1960, dites « globales », et les années 1970, ici appelées « subversives ». D'autre part, parce que le livre assume un positionnement hétérodoxe, entre militantisme et histoire, tout en étant clairement un ouvrage académique. Enfin, s'il réunit des contributions relativement différentes, aucune d'entre elles ne porte sur l'épicentre de la chronologie, à savoir le mouvement étudiant mexicain de juillet-décembre 1968.

Dans l'ensemble, les deux auteurs contestent vivement l'idée selon laquelle le régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, 1946-2000) aurait été une « *dictablanda* » (p. 8), c'est-à-dire un régime semi-autoritaire mêlant participation populaire, cooptation et répression, comme l'ont pourtant démontré Paul Gillingham et Benjamin Smith dans un ouvrage récent¹. Pour Pensado et Ochoa, le régime priiste des années 1960-1970 ne saurait être assimilé à un « *soft authoritarianism* » et devrait être, au contraire, comparé aux dictatures de « sécurité nationale » du cône Sud.

Examinons à présent les différents chapitres de l'ouvrage. La contribution introductive d'Éric Zolov souligne à quel point le Mexique fut un acteur de la « guerre froide globale » avec sa propre « *agency* ». Jusqu'au début des années 1960, le modèle économique de l'URSS coïncidait largement avec l'objectif de développement des États latino-américains. Le fait que l'URSS se tournât vers le Tiers Monde permit à ces gouvernements d'entrer dans un rapport de négociation accentué vis-à-vis des États-Unis. Le Mexique et l'URSS, deux régimes « révolutionnaires », semblaient même, aux yeux de l'opinion publique, avoir des « trajectoires historiques partagées » (p. 23). Quand, à l'automne 1959, le vice-premier ministre de l'URSS Anastase Mikoyan vint inaugurer l'exposition soviétique de science, de technologie et de culture au Mexique, le quotidien anticommuniste *Excélsior* reconnut avec humilité :

¹ Paul Gillingham, Benjamin T. Smith (dir.), *Dictablanda : Politics, Work, and Culture in Mexico, 1938-1968*, Durham, Duke University Press, 2014.

« Nous avons en fait beaucoup de choses à apprendre des avancées soviétiques. » Et si le président López Mateos (1958-1964) n'honora pas l'invitation de Khrouchtchev qui souhaitait l'accueillir à Moscou, il se rendit tout de même en Pologne et en Yougoslavie. Même son successeur, Díaz Ordaz (1964-1970), qui perçut pourtant le mouvement étudiant de 1968 comme une conjuration communiste, sut entretenir d'étroites relations culturelles avec les pays du bloc de l'Est.

La seconde contribution introductive, signée Wil Pansters, reprend la thèse de la « *dictablanda* », tout en insistant davantage sur ses aspects répressifs. Dans la lignée des études de Thomas Rath, Pansters note l'incomplète démilitarisation du Mexique après 1946². Il adhère également à l'idée que la « guerre sale » ait pu en réalité commencer dès les années 1940, en s'appuyant sur les travaux de Gladys McCormick³. Cette hypothèse apparaît largement critiquable, étant donné l'importance de la Révolution cubaine pour comprendre cette série d'affrontements. De manière plus stimulante, Pansters invite à considérer l'existence d'une « zone grise » dans la construction de l'État mexicain, espace marqué par la collusion entre acteurs politiques et criminels.

Parmi les études plus resserrées, la contribution de Carla Irina Villanueva analyse le rôle de la Fédération des étudiants paysans socialistes du Mexique (FECSM). Fondée en 1935, l'organisation était alors membre de l'Union internationale des étudiants (UIE) et de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), toutes deux profondément liées au bloc de l'Est. Les jeunes des écoles normales rurales formèrent également l'ossature de la grande organisation étudiante des années 1960, la Centrale nationale des étudiants démocratiques (CNED, 1963). Dans une étude parallèle, Tanalís Padilla analyse le rôle des écoles normales rurales dans les luttes agraires du Chihuahua. L'auteure s'intéresse tout particulièrement aux trajectoires de Arturo Gámiz et de Pablo Gómez, deux enseignants passés, à un moment de leur cursus, par l'école normale de Chihuahua et qui participèrent à la première guérilla mexicaine d'inspiration castriste, en 1965.

De manière générale, le livre réunit de nombreux spécialistes de la « guerre sale » et des guérillas, dans la droite ligne d'études récentes⁴. Adela Cedillo analyse ainsi l'implantation de la Ligue communiste du 23 septembre (LC23S, 1973) dans une région indigène du Chihuahua, la Sierra Baja Tarahumara. L'auteure souligne les difficultés éprouvées par les guérilleros à intégrer la question indigène à leur grille de lecture du réel et, en même temps, l'efficacité présumée de leur action. La peur de la guérilla aurait en effet conduit le gouvernement d'Echeverría (1970-1976) à effectuer une large réforme agraire dans cette partie du territoire et à renforcer parallèlement le dispositif indigéniste, de manière à couper l'herbe sous le pied de la guérilla

² Thomas Rath, *Myths of Demilitarization in Postrevolutionary Mexico, 1920-1960*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013.

³ Gladys McCormick, *The Logic of Compromise in Mexico: How the Countryside Was Key to the Emergence of Authoritarianism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016.

⁴ Verónica Oikión Solano, Marta Eugenia García Ugarte (dir.), *Movimientos armados en México: siglo XX*, Zamora, Colmich/CIESAS, 2006. Fernando Calderón, Adela Cedillo (dir.), *Challenging Authoritarianism in Mexico: Revolutionary Struggles and the "Dirty War", 1964-1981*, New York, Routledge, 2012. Voir également le dossier dirigé par Romain Robinet et Élie Tenenbaum, « Guérillas et contre-insurrections en Amérique latine et aux Caraïbes, de la guerre froide à nos jours », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-mars 2018 [en ligne : <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=34&rub=dossier&item=316>, lien consulté le 03/09/2019].

(p. 104). L'étude de Fernando Calderón porte, quant à elle, sur l'émergence de la guérilla urbaine à Guadalajara, via l'analyse du Front étudiant révolutionnaire (FER), organisation qui s'intégra ensuite à la LC23S. L'auteur rappelle les origines populaires du FER, en retraçant la trajectoire des « Vikings », bande de jeunes du quartier San Andrés qui mit son expérience de l'illégalisme et des affrontements urbains au service de la lutte armée. Le travail d'Alexander Aviña se concentre, pour sa part, sur les guérillas du Guerrero, à savoir l'Association civique nationale révolutionnaire (ACNR) et le Parti des Pauvres (PDLP). Face à ces mouvements insurrectionnels, l'auteur insiste sur la « gouvernance militarisée » (p. 148) qui caractérisa alors l'État du Guerrero, décrivant le travail répressif mené conjointement par l'armée, la police et certains trafiquants de drogue.

De façon relativement inattendue dans cet ouvrage, Allan S. Dillingham s'intéresse au « tiers-mondisme » du président Echeverría. L'auteur décrypte l'importance de ce projet, au-delà de toute rhétorique. Si l'inflexion diplomatique fut nette, Echeverría développa également une « politique tiers-mondiste » en interne. Si l'expression semble malencontreuse, étant donné la vocation internationaliste du mot, elle correspondit à un véritable élan budgétaire. Le budget de l'Institut national indigéniste (INI) doubla. La Compagnie nationale des subsistances populaires (CONASUPO), formée au début des années 1960, devint le fer de lance de la politique rurale du président. Son budget augmenta de 270 % et ses magasins de produits subventionnés passèrent de 43 (en 1970) à 899 (en 1975). Par ailleurs, ce tiers-mondisme interne devait favoriser l'implication des couches populaires. La CONASUPO mit ainsi en place des « brigades théâtrales » qui s'offrirent pour tâche de politiser la population, sur le modèle brésilien du « théâtre des opprimés ».

Parmi les autres contributions novatrices, notons celle de Michael Soldatenko qui retrace « les différentes vies du maoïsme mexicain ». L'auteur explique qu'il s'agissait d'un maoïsme sélectif (p. 176), fondé sur une série de lectures situées de l'expérience révolutionnaire chinoise. Le premier à avoir vanté les mérites de Mao fut la grande figure de la gauche mexicaine, Vicente Lombardo Toledano, qui publia en 1950 *Diario de un viaje a la China nueva* [*Journal d'un voyage dans la Chine nouvelle*]. Le Parti populaire (PP) de Lombardo mit en place la « Société mexicaine d'amitié avec la Chine » (1957). Toutefois, après la répression du mouvement des cheminots (1958-1959) et la Révolution cubaine, cet intérêt pour le modèle chinois de développement laissa rapidement place à l'exégèse de la pensée de Mao. La Ligue léniniste spartakiste (LLE), dont l'idéologie fut fortement influencée par l'intellectuel José Revueltas et son fameux *Ensayo sobre un proletariado sin cabeza* (1962) [*Essai sur un prolétariat sans tête*], sut incarner un premier maoïsme révolutionnaire. Après 1968, émergea l'organisation « Politique populaire » (PP), dont l'un des dirigeants fut Adolfo Orive Bellinger. Le maoïsme social de PP était issu du pamphlet « Vers une politique populaire », lequel était le fruit de l'expérience des brigades du mouvement étudiant de juillet-décembre 1968. « Politique populaire » fut ensuite critiquée pour ses liens objectifs avec le PRI (p. 187).

L'étude de Luis Herrán Avila se détache, elle aussi, de l'ensemble de l'ouvrage. L'auteur s'intéresse à la droite étudiante de Monterrey dans les années 1970 et analyse le cas de *Conciencia Joven* (CJ, « Conscience Jeune »). Après avoir souligné le renouveau des droites radicales durant la guerre froide, Herrán inscrit le groupe étudié dans une mouvance spécifiquement mexicaine, le conservatisme « post-

Cristero » en référence à la guerre « *cristera* » de 1926-1929. CJ était l'héritière du catholicisme intransigeant et maurassien des années 1930-1940 et de penseurs tels que Jesús Guiza y Acevedo, Alfonso Junco, Agustín Basave ou José Vasconcelos. Le modèle de CJ était l'Espagne franquiste, qui unissait sous un même trait catholicité et hispanité. L'organisation était à la recherche d'un « homme nouveau » néo-fasciste, national-révolutionnaire, « mi-guerrier, mi-moine ».

Deux autres études portent également sur les organisations et mobilisations étudiantes, l'une à Puebla, l'autre à Mexico. Celle de Gema Santamaría analyse la violence étudiante à Puebla durant les années 1960-1970. Se fondant sur la lecture de la presse locale, l'auteure souligne que les logiques de guerre froide aiguës les multiples conflits sociaux, notamment au sein de l'Université autonome de Puebla. Les différentes factions tendaient à considérer la violence, contre les biens ou contre les personnes, comme un moyen d'expression légitime. La contribution de Verónica Oikión Solano s'intéresse à un épisode oublié du mouvement étudiant de la capitale : l'après-1968. À la suite de la dissolution du Conseil national de grève (CNH), le 6 décembre 1968, le mouvement étudiant se restructura. Le flambeau fut repris par la Commission coordinatrice des comités de lutte, mieux connue sous le nom de « COCO ». L'organisation appela publiquement à l'abstention lors de l'élection présidentielle de 1970, rappelant que le candidat Echeverría était l'un des responsables directs du massacre du 2 octobre 1968. Un des grands combats de la COCO fut parallèlement la lutte contre le « *porrismo* », c'est-à-dire contre l'emploi d'agents provocateurs par les autorités pédagogiques, au sein des lycées, écoles et facultés.

Le dernier chapitre du livre porte la marque de Gladys McCormick, laquelle revient longuement sur l'usage de la torture durant la « guerre sale ». L'auteure rappelle le bilan humain de cet affrontement : 7 000 personnes torturées, 3 000 prisonniers politiques, 3 000 morts ou disparus (p. 256). McCormick évoque les lieux de la torture, du Camp militaire n° 1, aux sous-sols de la Direction fédérale de sécurité (DFS), en passant par la base aérienne de Pie de la Cuesta. L'auteure revient aussi sur ses méthodes (électrocution, castration, viol, torture des membres de la famille dans un même espace). Plusieurs pages particulièrement puissantes (p. 262-266) sont consacrées aux effets psychologiques de la torture et de l'enfermement, lesquels permirent de « retourner » entièrement certains militants (Ajax Segura Garrido, Gustavo Hiraes Morán) en les transformant en fidèles collaborateurs des forces répressives.

Après ces différentes contributions, Pensado et Ochoa reprennent la plume, signant un essai conclusif intitulé « vers une provincialisation de 1968 ». Les auteurs reviennent en réalité sur l'historiographie de l'événement 1968 au Mexique ainsi que sur les écrits successifs concernant le radicalisme des années 1970. Ils dressent également l'inventaire des futures pistes de recherche : dans quelle mesure les syndicats progouvernementaux combattirent-ils eux aussi l'activisme étudiant durant cette période ? Que sait-on des liens organiques entre les étudiants de Mexico et ceux des provinces ? Quand aurons-nous une véritable histoire sociale de la police anti-émeute mexicaine et du corps des « *granaderos* » ? *Quid*, enfin, de l'exil politique mexicain largement sous-étudié ? Dans quelle mesure le gouvernement d'Echeverría soutint-il la contre-culture de manière à canaliser le radicalisme étudiant ?

Ces questions sans réponses scellent un ouvrage passionnant mais inégal sur le plan thématique. Toutefois, le véritable point faible du livre tient sans doute au nationalisme méthodologique inconscient des auteurs. Si le lien avec Cuba apparaît régulièrement, un chapitre consacré aux mobilisations contre la guerre du Vietnam aurait sans doute été bienvenu. La réception des mouvements étudiants nord-américain, français, brésilien ou uruguayen, n'est étonnamment pas évoquée. L'insertion du Mexique au sein des relations internationales étudiantes aurait pu être signalé davantage. Le coup d'État contre Salvador Allende, le 11 septembre 1973, qualifié d'« événement global » par l'historiographie récente, aurait pu être appréhendé en tant que tel. En amont de la période, l'année 1954, marquée par le renversement de Arbenz au Guatemala et le début des « événements d'Algérie », apparaît légitime pour comprendre les « années 1960 globales ». En aval, la révolution nicaraguayenne de 1979 aurait pu faire l'objet de réflexions. Au-delà de ces critiques qui se veulent évidemment constructives, saluons surtout ici un ouvrage qui deviendra un élément précieux de l'historiographie sur les « années 1968 » en Amérique latine et pour l'histoire contemporaine du Mexique.